

Liban : une année pour rien

Salame

Citer ce document / Cite this document :

Salame. Liban : une année pour rien. In: Politique étrangère, n°3 - 1983 - 48^eannée. pp. 571-590;

doi : 10.3406/polit.1983.3329

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1983_num_48_3_3329

Document généré le 09/06/2016

Résumé

La première année de la présidence Gemayel a certes été dominée par d'intenses rivalités régionales que le Liban, seul, pouvait difficilement affronter. En politique interne, la déception n'a pas été moins vive. Constitutionnellement, Aminé Gemayel a encore cinq ans pour démontrer qu'il n'est pas venu opérer une quelconque « Restauration », mais pour fonder, comme on lui en prête quelquefois l'intention, une deuxième république. C'est en rétablissant l'autorité de l'Etat au-dessus et aux dépens de toutes les féodalités, à commencer par celles qui lui sont proches, que le président Gemayel pourra affronter ses redoutables voisins. L'année écoulée aura au moins servi à démontrer la futilité de la voie inverse : inutile de se mesurer à l'occupant si toute une partie de la population choisit de s'en faire, pour une raison ou pour une autre, le complice.

Abstract

Lebanon : a wasted year, by Ghassane Salamé

Président Gemayel's first year has borne witness to intense regional rivalries within his country, which could only with immense difficulty be tackled alone. There have been other severe disappointments in internal politics. Amin Gemayel still has 5 years, according to Lebanon's Constitution, to try to achieve more than a commonplace « Restoration », and perhaps to found the second republic that it is sometimes claimed he intends. Gemayel will only be able to stand up to his formidable neighbours when he has succeeded in reestablishing the authority of the state over all the feudal powers still existing in Lebanon. At least the past year has proved the futility of attempting to do so beforehand, of trying to stand up against an occupying force while a part of his population chooses to make itself, for one reason or another, its accomplice.

Ghassane SALAMÉ*

LIBAN : UNE ANNÉE POUR RIEN

Il y a plus d'un an, les troupes israéliennes entraient à Beyrouth, évacué quelque temps plus tôt par les fedayin de l'OLP et les quelques centaines de soldats syriens qui avaient participé à la défense de la capitale libanaise. Dirigeants libanais, émissaires américains ainsi que nombre d'observateurs annonçaient alors, non sans quelque prétention, l'émergence d'une ère nouvelle pour le Liban ou, qui plus est, la naissance, dans ce petit pays ruiné par sept ans de guerre, d'une « deuxième république ». Tout devait y contribuer : l'évacuation prochaine du Liban par les troupes de l'OLP, de la Syrie et d'Israël, la constitution d'un gouvernement central puissant à Beyrouth sous la conduite d'un jeune président phalangiste (Bechir remplacé par Amine, son frère aîné, à la suite de son assassinat), un engagement américain au plus haut niveau aux côtés du Liban, une économie nationale qui, en dépit de sept ans de déchirements, montrait plus d'un signe prometteur.

Dans une très large mesure, cet optimisme affiché — qui allait jusqu'à suspecter de trahison tout Libanais et de sentiments hostiles tout étranger qui n'y participaient pas — était justifié. On pouvait espérer un retrait rapide des forces étrangères. L'OLP se trouvait pratiquement placée sous tutelle syrienne, ce qui aurait pu permettre à Beyrouth d'obtenir le retrait des forces de l'OLP et de la Syrie, en négociant avec cette seule dernière. L'OLP sortait, de toutes manières, sérieusement affaiblie : ses troupes étaient dispersées sur huit pays arabes, ses dirigeants étaient handicapés par leurs propres hésitations quant à la stratégie à suivre. La population libanaise, toutes communautés confondues, paraissait épuisée par le fardeau dont les régimes arabes l'avaient cyniquement chargée, celui d'être seule à supporter, avec les Palestiniens, l'impasse dans lequel le conflit israélo-arabe s'était engagé. Les Libanais en étaient venus à considérer injuste cette charge exclusive. Preuve en est la position, de plus en plus vulnérable des combattants de l'OLP tant dans les

* Professeur d'anthropologie politique et de relations internationales à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

grandes villes sunnites (Tripoli, Saïda, Baalbek) que dans les villages chiïtes du Liban-Sud. Un courant puissant avait fait jour, parmi les musulmans libanais, pour une résurrection de l'Etat libanais, et de son armée, aux dépens des combattants de toutes les milices et de toutes les obédiences.

A un niveau plus élevé, un retrait conjoint syro-israélien, simultané ou non, était prévisible. La Syrie venait de perdre une bataille et les troupes israéliennes campaient à présent sur les hauteurs du Liban et de l'Anti-Liban, mettant Damas à la merci de leur artillerie. Le 27 juillet 1982, le gouvernement libanais avait, pour sa part, placé la Syrie dans l'embarras, en omettant de renouveler le onzième mandat de la Force arabe de dissuasion, nom pompeux accordé par une Ligue des Etats arabes, résignée au fait accompli, aux forces syriennes entrées en juin 1976 en territoire libanais. Sa propre sécurité autant que le souci de normaliser ses liens avec le nouveau régime libanais devaient pousser la Syrie à se retirer du Liban. Les pressions israélo-américaines adoucies par les conseils — copieux — de l'Arabie Saoudite, étaient sans doute à même d'engager le président Assad sur cette voie.

N'était-ce d'ailleurs pas le meilleur moyen d'obtenir, en contrepartie, un retrait des forces israéliennes ? Les Libanais pouvaient espérer voir les soldats du général Sharon quitter rapidement leur territoire, ayant atteint les objectifs déclarés qu'ils s'étaient fixés : donner un coup sévère à l'OLP, mettre la Syrie en position défensive, favoriser l'élection d'un allié phalangiste à la tête de l'Etat libanais, éliminer — face à l'Occident — l'hypothèque palestinienne en ce qui concerne les territoires occupés. Certes, en septembre 1982, le Liban n'était pas devenu un simple Etat-client d'Israël, comme on en prêtait l'intention au fougueux ministre israélien de la Défense d'alors. Mais le rapport de forces interne au Liban — qui donnait jusqu'ici du rapport de forces régional un reflet inversé — venait d'être substantiellement modifié : première force au Proche-Orient, Israël l'était à présent, aussi, au Liban.

Au cours de l'automne 1982 (« avant Noël » disait-on souvent), Palestiniens, Syriens et Israéliens devaient être partis. Premier à l'affirmer, le président Reagan en personne. Les Libanais se sentaient à présent pris en charge par Washington. En juin 1982, la mission Habib avait — miraculeusement ? — coïncidé avec l'entrée des troupes israéliennes au Liban et, depuis, l'Administration Reagan ne cessait d'œuvrer pour la réalisation de deux objectifs chers à ses citoyens : le retrait des forces étrangères et la constitution d'un gouvernement central fort. En octobre, le président Gemayel avait fait une visite officielle à Washington et, en dépit de leur hésitation à l'avouer franchement, il était évident que les dirigeants libanais n'attendaient pas moins des Etats-Unis que le salut de leur pays. Les *Marines*

devaient rapidement transformer l'armée libanaise en une force de 65 000 hommes hautement équipée et entraînée. Une aide de plusieurs milliards était attendue et on parlait facilement alors d'un « plan Marshall » américain pour le Liban. Le nouveau régime libanais, non sans rappeler Sadate, faisait tout son possible pour impliquer les Américains dans ses négociations avec ses voisins. Signes qui ne pouvaient tromper : le président Gemayel avait nommé un professeur de l'université américaine, ne parlant pas un mot de français, aux Affaires étrangères alors que son conseiller le plus proche était un Libano-Américain qui avait passé les années de guerre comme chercheur à l'American Enterprise de Washington. De toutes les manières, Philip Habib et Morris Draper étaient pratiquement en permanence à Beyrouth, à quelques centaines de mètres du palais présidentiel. A l'aéroport de Khaldé, sénateurs, hommes d'affaires, émigrés enrichis, employés de l'AID ou du Pentagone se bousculaient et la compagnie d'aviation nationale (la Middle East Airways) décidait d'ouvrir une ligne Beyrouth-New York, en dépit des millions de dollars de déficit prévus.

Un complément non négligeable à cet engagement américain : l'appui des régimes pro-occidentaux du monde arabe. Beyrouth comptait beaucoup sur ce soutien, maintenant que ces régimes étaient « libérés » de l'hypothèque syro-palestinienne sur Beyrouth. Les nouveaux dirigeants du Liban s'attendaient à un soutien militaire, politique et financier — suivant le cas — de la part de pays comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte, la Jordanie ou le Maroc. Des liens étaient même tissés avec l'Irak et l'Algérie.

Ces pays devaient aider le nouveau régime pour obtenir le retrait syro-palestinien autant que pour amener les communautés musulmanes à composer. Le président Gemayel et ses conseillers ne pouvaient en effet ignorer la gravité de la situation interne et la nécessité d'y remédier au plus tôt. Mais, même sur ce chapitre, les nouveaux dirigeants pouvaient se montrer optimistes. Qu'on le veuille ou non, il y avait, après l'invasion israélienne, un vainqueur et un vaincu. Preuve en est l'élection le 23 août de Bechir Gemayel, le chef militaire des forces libanaises, à la tête de l'Etat. Rien ne pouvait plus se faire sans les Phalangistes chez qui l'entrée des troupes israéliennes avait créé un climat de triomphe. La majorité des Libanais paraissait convaincue de l'équation suivante : le soutien accordé au nouveau régime était le meilleur moyen de hâter le retrait des forces étrangères, notamment israéliennes. C'est ce qui avait, six ans plus tôt, fait accepter aux Libanais l'élection de M. Sarkis, le candidat de la Syrie, à la présidence de la République, et qui rendait naturelle, en 1982, l'élection d'un candidat soutenu par Israël. Une majorité de Libanais, hier encore hostile aux Phalanges, paraissait s'en accommoder, d'autant plus qu'avec l'assassinat de Bechir — le 14 septembre 1982 — et son remplacement par son frère, réputé plus modéré, la voie de la

réconciliation nationale paraissait ouverte. L'embarras — pour ne pas dire la défaite — de ceux que l'on appelait encore les « islamo-progressistes » devait permettre aux nouveaux dirigeants d'imposer, sur l'ensemble du territoire, l'autorité de l'Etat et, discrètement confondue avec celle-ci, la leur propre.

*

* *

C'est peut-être dans cette ambiguïté — sur laquelle on reviendra plus loin — qu'il faudrait chercher la clef de l'impasse multiforme qui devait progressivement remplacer les promesses faciles de l'été 1982. Car un an après l'installation du président Gemayel — le 23 septembre 1982 — force est de constater que le bilan n'est guère positif. Loin de s'être retirés du Liban, des milliers de combattants palestiniens y sont revenus (au Liban-Nord et dans la Bekaa, où la crise de l'OLP fait rage). Affaiblis par les batailles de l'été 1982 (où, selon des sources américaines, ils auraient perdu 102 avions et 408 chars), les Syriens ont eu tout le temps nécessaire pour reprendre leurs esprits. Les Israéliens ont eux-mêmes enlevé toute crédibilité à leur accord du 17 mai avec le Liban en liant son exécution à un retrait simultané des forces syro-palestiniennes. Les régimes arabes ont très largement déçu l'attente des dirigeants libanais, les privant de — presque — tout appui politique ou financier important. Les Etats-Unis, sur lesquels on comptait tant, se sont révélés impuissants à dénouer l'écheveau régional dans lequel le Liban s'était laissé prendre. La Force multinationale que l'on espérait voir contrôler l'ensemble du pays est cantonnée à Beyrouth, où elle ne cesse pourtant de perdre des hommes (notamment dans le contingent français le plus engagé sur le terrain).

Au niveau interne, il n'y a guère lieu de pavoiser. L'autorité de l'Etat est loin d'avoir été rétablie en dehors de Beyrouth où le calme précaire qui régnait était principalement dû à la présence des soldats français, italiens, américains et britanniques de la Force multinationale. L'entente nationale demeure un objectif lointain : les polémiques inter-communautaires ont vite réapparu. Le gouvernement Wazan est, pour presque tous les Libanais, un pis-aller en attendant le jour où un gouvernement plus politique pourra être formé. L'armée libanaise, en dépit de progrès certains, est loin de pouvoir contrôler l'ensemble du pays.

L'économie libanaise, florissante même dans la guerre, est retombée dans un état proche du désastre. Signe parmi d'autres, le dollar américain qui valait 5,20 livres libanaises en juillet 1982 était tombé à 3,70 livres en novembre dans l'euphorie de l'automne 1982 pour coter à nouveau 5,25 livres à la mi-septembre 1983. Les usines fer-

ment en série, le commerce stagne, les ports illégaux continuent de soustraire des milliards de livres aux caisses de l'Etat et la contrebande bat son plein. Les agriculteurs (notamment les producteurs d'agrumes et de pommes) ont été ruinés par le dumping forcé des Israéliens, l'insécurité des routes intérieures, et le boycott de plusieurs pays arabes. Les émigrés libanais hésitent à investir dans un pays encore infesté par la guerre, les multinationales tardent à y revenir. L'aide extérieure est généralement accordée au compte-goutte, les réseaux de distribution interne sont périodiquement rompus.

Le plus grave est, bien entendu, que les Libanais continuaient de mourir. Il est douloureux — et hasardeux — de se lancer dans le jeu des estimations nécrologiques. Il est possible qu'une centaine de milliers de personnes aient trouvé la mort au Liban depuis avril 1975, dont environ 16 000 au cours de l'été 1982 (les troupes israéliennes ont lancé leur offensive le 4 juin et les combattants de l'OLP ont commencé leur retrait le 21 août). A ceux-là, il faut ajouter des milliers de victimes depuis : le carnage de Sabra et Chatila (les 16-18 septembre 1982), les innombrables voitures piégées et autres inventions démoniaques visant ambassades, hôpitaux, mosquées et rues passantes, sans compter la centaine de victimes tuées par une extraordinaire tempête de neige en janvier et qui ont été privées d'un secours rapide du fait du morcellement *de facto* de l'autorité sur le territoire.

Bien plus grave, les Libanais continuent de s'entretuer : dans les rues de Tripoli, dans les environs de Saïda, et, bien entendu, dans les montagnes du Chouf, véritable abcès de fixation de la guerre libanaise dans sa phase actuelle. Entre les forces phalangistes arrivées dans les pas de l'armée israélienne et les miliciens druzes, c'est, depuis juin 1982, la guerre ouverte, de plus en plus sanglante, alimentée presque publiquement, par les arsenaux syriens et israéliens. Cette guerre a déjà coûté la vie à des milliers de Libanais, notamment depuis qu'elle a connu une extension dangereuse à des régions éloignées du Chouf, voire à Beyrouth même. L'annonce du retrait partiel d'Israël de cette zone y a tellement fait monter les enchères que le gouvernement libanais s'est trouvé dans la position paradoxale et peu enviable de demander à Israël de surseoir à ce redéploiement en attendant la conclusion d'un accord druzo-maronite à même d'éviter un prévisible bain de sang. Celui-ci n'a pas été évité : les Israéliens sont partis dans des circonstances qui ne pouvaient que favoriser la reprise de la guerre civile. Les miliciens druzes ont rapidement pris l'initiative, soutenus par la Syrie. Les milices phalangistes ont paru bien moins résistantes qu'elles ne voulaient l'admettre. Seule une intervention rapide de l'armée régulière dans les zones les plus proches de Beyrouth a pu éviter — jusqu'ici — que les hommes de Joumblatt ne rentrent en force dans la capitale. Mais l'armée

régulière, à son tour débordée par les combattants druzes, suréquipés par la Syrie, perdait pied à son tour. Seule une intervention de la marine américaine croisant au large de Beyrouth a pu empêcher que les verrous de Souk-el-Gharb et de Kahhalé ne sautent (18-19 septembre 1983), ce qui aurait ramené les hommes de Joumblatt dans la capitale. Le régime vacillant, reconstitué à peine il y a un an, n'aurait guère survécu (et ne pourrait survivre) à une victoire joumblatto-syrienne aussi éclatante.

*

* *

Pourquoi les espoirs de 1982 ont-ils été si douloureusement déçus ? Comment les promesses se sont-elles révélées être des songes fugaces ? Tenter une explication, c'est devoir aborder les deux objectifs centraux fixés par le pouvoir : le départ des forces étrangères et l'établissement d'un gouvernement fort. Commençons par le premier, peut-être le moins déterminant.

Avec l'invasion israélienne du Liban, les Etats-Unis avaient marqué un point substantiel. Ayant affaibli Syriens et Palestiniens, tous en se posant comme tuteur d'Israël et frein aux empiètements hasardeux de ses généraux, Washington pouvait espérer un raffermissement de son influence au Liban, une normalisation israélo-libanaise qui redonnerait du souffle à l'Egypte jusqu'ici isolée par les accords de Camp David, une amélioration indirecte de la position des pays arabes pro-américains. Affaiblir la Syrie, anéantir l'OLP comme force militaire, c'est aussi frapper les alliés iranien et libyen de Damas. C'est — indirectement mais sûrement — rétrécir encore la peau de chagrin de l'influence soviétique au Proche-Orient.

Le Liban était ainsi promu — honneur insigne — au niveau d'un pays gagnable politiquement et utile électoralement : les dirigeants libanais ne s'étaient donc pas trompés en fondant leurs espoirs sur Washington. Ce faisant, ils paraissaient méconnaître l'effet — désastreux pour le Liban — de l'annonce, le 1^{er} septembre 1982, du plan Reagan de paix au Proche-Orient. Ce projet, probablement formulé par M. Veliotis promu par Georges Shultz et adopté par le Président, prévoyait un retrait quasi général d'Israël des territoires qu'il avait occupés en 1967. Rendu public au moment où les Palestiniens quittaient Beyrouth, ce plan allait susciter une détérioration rapide des relations israélo-américaines. Le gouvernement Begin paraissait avoir été floué par Washington qui l'aurait encouragé à entreprendre l'invasion du Liban pour mieux lui arracher, le moment venu, sa mainmise effective sur la Cisjordanie. Qui plus est, le plan prévoyait un moratoire immédiat sur l'établissement des nouvelles colonies juives en Cisjordanie, noyau même de la politique « d'annexion rampante » du gouvernement Begin.

Philip Habib était à la fois chargé de la mise en œuvre du plan Reagan et du dossier libanais. Mais Washington n'était pas seul à confondre les deux tâches. Le gouvernement Begin, déjà alerté par le départ intempestif du général Haig, va adopter une attitude que l'on pourrait ainsi résumer : pas de coopération au Liban, tant que le plan Reagan n'est pas enterré. Philip Habib commence à être critiqué par les Israéliens et notamment par un gouvernement irrité et divisé par l'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, autant que par le coût de plus en plus élevé de l'aventure libanaise. Tout cela poussant M. Begin, comme à l'accoutumée, à plus de raideur.

Jérusalem décide donc de bloquer le processus, mettant en relief, la « félonie » américaine et « l'ingratitude » phalangiste. Cette intransigeance israélienne était bien démontrée par une série d'actions de défi à Washington : une lettre de M. Begin au président Reagan où il affirmait que la Cisjordanie ne reviendrait jamais sous la souveraineté jordanienne, la décision (le 5 septembre 1982) de créer trois nouvelles colonies en Cisjordanie, et enfin l'entrée progressive des forces israéliennes dans les banlieues puis dans les rues de la capitale libanaise, processus commencé le 2 septembre au matin¹ — et non le 15, comme l'a prétendu le général Sharon. La polémique israélo-américaine n'en sera que plus vive : Begin accusera l'Administration Reagan de se mêler des affaires internes d'Israël — les travaillistes de Shimon Pérès s'étant montrés favorables au plan Reagan —, Washington vote, une semaine plus tard, une résolution ONU condamnant l'entrée de l'armée israélienne à Beyrouth.

L'automne 1982 et l'hiver 1983 sont marqués, au dépit des dirigeants libanais, d'une nette aggravation dans la crise israélo-américaine. Celle-ci conduisait naturellement à renvoyer aux calendes grecques tout projet de retrait israélien du Liban. Les Libanais voyaient — incrédules — Washington dépenser huit jours pour convaincre les Israéliens d'évacuer le seul aéroport de Beyrouth. Et lorsque les négociations israélo-libanaises commencent enfin aux derniers jours de 1982, elles seront d'emblée dominées par cette crise : Israël cherchant à réduire autant que faire se peut le poids de la présence américaine et les Libanais cherchant, au contraire, à l'accentuer pour tenter de nuancer le rapport de forces trop déséquilibré à leurs dépens.

Rien ne pouvait mieux servir la Syrie, et, à travers elle l'URSS, que cette intransigeance israélienne. Donnant tous les signes d'une volonté d'occupation beaucoup plus longue que prévu, les Israéliens légitimaient par là, le refus de la Syrie de retirer ses troupes. Alors que Damas demande à la Ligue arabe de mettre fin à la mission de la

1. C'est-à-dire près de deux semaines avant l'assassinat de Bechir Gemayel, comme nous avons pu le constater sur place.

Force arabe de dissuasion (le 9 septembre), elle se rétracte (le 2 octobre suivant) et pense que les soldats syriens resteront au Liban tant que les Israéliens y resteront. Telle sera dorénavant la position syrienne. Pendant ce temps, à Jérusalem, Itzhak Shamir prévoyait de longs mois de négociation avant d'aboutir à un accord avec le Liban.

La position syrienne sera non seulement confirmée mais aussi durcie par la suite. Ayant déjà posé le principe d'un retrait israélien préalable, Damas va bientôt (le 15 janvier 1983) avancer une nouvelle condition : « la Syrie ne pourrait permettre à Israël de tirer quelque bénéfice que ce soit de son invasion du Liban ». C'était limiter encore la marge de manœuvre libano-américaine car Israël va précisément chercher à justifier ses pertes au Liban en tentant d'avoir des avantages militaires et économiques au Liban contre le retrait de ses troupes. Que les Israéliens restent, ou qu'ils partent contre quelques concessions arrachées au Liban, la position syrienne serait dorénavant la même : « Nous restons ».

Plus les négociations israélo-libanaises durent (cinq mois environ, en dépit de fréquents coups d'accélérateur américains) et plus Damas fera monter les enchères. Aux deux conditions précitées, la Syrie ajoute bientôt « toute forme de normalisation des relations syro-israéliennes » comme justifiant sa présence au Liban. Cette évolution sera traduite, sur le terrain, par un développement massif des capacités militaires syriennes : fin octobre 1982, l'URSS avait déjà remplacé les pertes syriennes de l'été. Avant la fin de l'année, des rampes de missiles SAM 5, actionnées par des soldats soviétiques étaient déjà installées dans plusieurs points au nord de la capitale syrienne. Les arsenaux soviétiques fournissaient à présent des *Mig 25*, des chars T-72 et, aussi, des hélicoptères d'assaut qui avaient fait largement preuve de leur efficacité dans les batailles de l'été. La raideur de la position syrienne s'expliquait, au moins partiellement, par le niveau de plus en plus élevé de l'engagement soviétique aux côtés de Damas et par le renforcement progressif des capacités militaires syriennes.

Plus que tout, Damas sera servi par la crise morale en Israël, consécutive à la guerre du Liban et que le carnage des camps palestiniens a aiguisée, ainsi que par la tension dans les relations israélo-américaines. Ces deux facteurs paraissent restreindre grandement la marge de manœuvre d'Israël et le détourner d'une action massive contre la Syrie. Au printemps 1983, certains milieux libanais proches du pouvoir ne voyaient plus leur salut que dans la poursuite de la guerre israélo-arabe de l'été dans les autres parties du Liban, en vue d'en expulser Syriens et Palestiniens. Mais c'était mal connaître l'état d'esprit à Jérusalem, sous-estimer l'importance du départ des trois généraux qui, probablement, ont planifié la guerre (Sharon, Eytan et Haig), et ignorer l'amertume laissée en Israël par l'évolution des rapports israélo-phalangistes. Dans tous les cas, Israël ne semblait

pas enthousiaste à entreprendre une opération dans la Bekaa, en calculant le prix sans doute élevé (au vu des préparatifs impressionnants de la Syrie) et alors que ses liens avec les Libanais et les Américains demeuraient tendus.

Ainsi donc, toute la question des retraits était dans l'impasse : Syriens et Israéliens s'invitaient mutuellement à partir les premiers d'un Liban impuissant, épuisé et qui commençait à douter des capacités sinon des intentions de Washington à son endroit. Les dirigeants de Beyrouth affirmaient en public que, si la médiation américaine se révélait inefficace, le Liban disposait encore d'autres alternatives. Mais ceux qui faisaient ces déclarations étaient les derniers à les croire. Des contacts constants étaient certes maintenus avec Paris, certaines capitales arabes ou Moscou. Mais la vie politique du Liban était en fait dominée par les départs et arrivées de Philip Habib et de Morris Draper, son infatigable second.

C'est dans ce contexte d'impuissance et de lassitude que l'accord libano-israélien du 17 mai était signé. Une amélioration nette des relations israélo-américaines s'en est suivie, alors que les Libanais étaient rudement invités à offrir de nouvelles concessions. Chaque partie s'y engageait à respecter la souveraineté de l'autre alors que l'état de guerre entre les deux était déclaré fini (art. 1). Israël s'engageait à retirer toutes ses forces armées du Liban (art. 2). « Une région de sécurité » était néanmoins prévue où Tsahal pourrait encore entreprendre certaines actions (art. 3). Le Liban s'engageait solennellement à ne pas permettre aux Palestiniens d'attaquer Israël à partir de son territoire et à s'abstenir de toute propagande contre l'Etat hébreu. Jérusalem avait l'option d'ouvrir « un bureau de liaison » à Beyrouth, et pouvait espérer, à travers des négociations ultérieures, voir le Liban lui concéder une liberté de mouvement pour les personnes et les marchandises (art. 8), bref une normalisation des relations économiques des deux pays.

Le Liban a ainsi accepté de se faire vilipender par la Syrie, l'OLP et même les autres pays arabes, en suivant « la voie égyptienne », des accords unilatéraux conduisant à la reconnaissance d'Israël et à l'établissement de rapports quasi normaux avec lui. La précipitation, l'impatience, les pressions américaines (Georges Shultz s'était déplacé à Beyrouth dans ce but) ont emporté les dernières hésitations libanaises. Les dirigeants libanais étaient mus par la volonté de voir les Israéliens évacuer des zones où leur présence n'a fait qu'aiguïser les conflits interconfessionnels, notamment dans le Chouf, et croyaient que cela encouragerait un départ rapide des Syriens. Mais, l'accord Shultz s'est très rapidement révélé être un fardeau supplémentaire pour le Liban : Israël en a lié l'exécution au départ simultané des forces syriennes, alors que la Syrie — c'était largement prévisible — refusait l'accord, dans son contenu autant

que dans son existence même. En réponse à ceux qui pouvaient douter des intentions de Damas ou de ses capacités de nuire aux signataires, une pluie d'obus syriens, aussi soudaine que meurtrière, s'est abattue sur les zones contrôlées par les Phalanges, sans susciter quelque réaction israélienne que ce soit.

L'accord libano-israélien a servi — provisoirement — une Administration Reagan soucieuse de camoufler son échec au Liban. Il a servi aussi Israël qui, en le signant, s'est débarrassé avec joie du rôle de vilain, dorénavant joué par la Syrie. L'accord fut également une aubaine pour la Syrie (et l'URSS) leur donnant enfin un prétexte de poids à la prolongation de leur présence au Liban. L'accord servit aussi à « légitimer » le retour des combattants palestiniens dans la Bekaa. Et, en dépit de certaines analyses américaines d'un simplisme déroutant, l'accord servit aussi les dirigeants pro-occidentaux du monde arabe, qui y ont trouvé un prétexte suffisant pour se dissocier des efforts américains au Liban et pour « lâcher » ce dernier.

C'est d'ailleurs là un point qui mériterait que l'on s'y arrête. Le « wishful thinking » est bien dangereux quand il domine la diplomatie d'une grande puissance. Comment a-t-on pu imaginer que l'affaiblissement — incontestable — de l'OLP pouvait automatiquement conduire au désintérêt des Arabes pour la question palestinienne ? Comment a-t-on pu croire que « le refus arabe » était un simple résultat des pressions des hommes d'Arafat ? Plus conjoncturellement, comment peut-on s'attendre à ce que l'Arabie Saoudite prenne le risque de suggérer à la Syrie d'accepter l'accord israélo-libanais ? C'est confondre des niveaux bien distincts. Certes, les régimes pro-occidentaux du monde arabe ont été embarrassés par l'utilisation du conflit avec Israël par la Syrie et l'OLP pour obtenir d'eux des fonds ou des attitudes politiques qui allaient au-delà de leurs souhaits. Et il est bien clair que les dirigeants de Riyad ou d'Ammon ont toujours considéré que la perpétuation du conflit israélo-arabe était la meilleure arme aux mains de l'URSS pour maintenir ses positions au Proche-Orient, ou pour s'y réintroduire.

Mais se contenter de ces observations bien conjoncturelles équivaut à ignorer la place de la question palestinienne dans la culture politique arabe contemporaine, c'est ignorer aussi la primauté de cette place, bien avant la création de l'OLP en 1964 ou la guerre de 1967. Qu'on le veuille ou non, le conflit israélo-arabe, à cause de l'appui occidental décisif à Israël et du sort lamentable laissé aux Palestiniens, est devenu l'abcès de fixation du conflit avec l'Occident qui remonte loin dans la mémoire historique des Arabes, sinon des musulmans du monde. Si les experts américains peuvent oublier ce contexte, les dirigeants saoudiens, koweïtiens ou même égyptiens y vivent en permanence. Et, à supposer qu'ils aient pu

l'oublier, les radios de Damas, de Tripoli ou même de Téhéran sont là pour leur rappeler, tous les jours, le sort de Nokrachi Pacha, du roi Abdallah de Transjordanie ou d'Anouar el-Sadate, tués pour avoir ignoré ce substrat solide de la culture politique.

*

* *

Laissé seul à nouveau, le Liban a subi les effets prévisibles du désintérêt arabe et du refus syrien. Ses vieux démons l'ont repris : début mai, les combats au Chouf et les bombardements aveugles reprennent. Le président Gemayel prend de nouveau le chemin de Washington, sans succès. Le ministre israélien de la Défense, Moshé Arens, est allé pour sa part négocier directement avec les chefs du Front libanais, dont le propre père du président Gemayel, minant ainsi encore plus l'autorité de l'Etat. Beyrouth semble avoir choisi de surseoir à la ratification de l'accord du 17 mai. Jérusalem l'a, pour sa part, ignoré en décidant de retirer ses troupes des zones agitées du Chouf et de la banlieue de Beyrouth où Tsahal ne cesse de perdre des hommes.

De là, à envisager la partition du pays, il n'y a qu'un pas, franchi par beaucoup. Le mot revient avec insistance et il signifie, le démantèlement du territoire national (à peine 10 452 km²) entre deux ou plusieurs souverainetés. Le président de la République et ses amis d'une part, les dirigeants des multiples oppositions de l'autre n'hésitent pas à prévoir cette issue, à s'accuser mutuellement d'œuvrer à sa réalisation, ou à se résigner à la considérer inéluctable. Pour Raymond Eddé, le dirigeant maronite exilé à Paris, la partition du Liban est la clef pour comprendre les quelque neuf ans de guerre qui ont ensanglanté jusqu'ici son pays : « Dès 1974, dit-il, M. Kissinger projetait un plan visant à la partition du Liban — un Liban chrétien au nord de la route de Damas où on créerait un ghetto maronite et un Liban musulman au sud pour y intégrer les quatre cent mille Palestiniens dont personne ne voulait (et ne veut encore). Ce plan visait aussi à offrir l'Akkar, Tripoli et une partie de la Bekaa à la Syrie en échange du Golan et d'une paix avec Israël, Israël faisant du Litani sa frontière nord. A moins que cette frontière nord ne soit placée, depuis l'invasion israélienne, sur le fleuve Awali ». Au moment où la Syrie renforce ses positions dans les régions précisément citées par Raymond Eddé et répète à qui veut l'entendre qu'elle n'en est pas près de se retirer, et pendant qu'Israël dépense quelque 32 millions de dollars pour construire des fortifications sur les vingt kilomètres de la rivière Awali, au nord de Saïda, suite à un redéploiement de ses forces, la déclaration de Raymond Eddé (de juin 1982) prend immanquablement du relief.

Plus grave peut-être, les Libanais hostiles à la partition de leur pays n'ont guère manqué de constater que plusieurs capitales du monde

envisageaient publiquement cette possibilité, tout en se gardant, bien sûr, de l'adopter officiellement. Israël et la Syrie s'accusent mutuellement d'œuvrer dans ce sens, et cela est normal. Plus inquiétantes, les nouvelles parvenues de Washington, où la partition du pays est évoquée non sans quelque désinvolture par MM. Reagan et Shultz. Elle l'a été aussi, récemment autant par l'Agence Tass que par l'*Osservatore Romano*, et même par le très discret (en matière libanaise) gouvernement Thatcher. Ce sont néanmoins les dirigeants français qui ont le plus fortement prévenu contre cette issue : François Mitterrand l'a plusieurs fois évoquée et condamnée alors que, pour Claude Cheysson, c'est « une hantise, voire une obsession ».

Les nouvelles fortifications syriennes et israéliennes sur le terrain, la stérilité des missions américaines autant que les controverses entre leurs dirigeants, ont fini par convaincre les Libanais, dans leur majorité, que la partition de leur pays était à l'ordre du jour. Tous — hélas — ne s'en lamentent pas avec la même sincérité même si, à l'origine, tous partent du même constat : le départ de toutes les armées étrangères du Liban et un gouvernement central fort et respecté, les deux promesses de la fin de l'été 1982 sont loin d'être à portée de leur main.

Partager le pays plaît — hélas — à certains Libanais chrétiens, séduits par le modèle israélien et qui se sont laissés convaincre que toute coexistence avec leurs concitoyens musulmans était impossible. Dans le camp chrétien, aucune ligne nette ne départage les partisans du « petit Liban chrétien » de ceux qui y sont opposés. Mais c'est là une option systématiquement proposée par une minorité agissante d'intellectuels et qui gagne en faveur auprès du public, chaque fois que le Liban paraît de nouveau engagé dans l'impasse, ce qui est de nouveau le cas aujourd'hui. Ceux-là comptent bien plus sur le soutien d'Israël que sur celui des Etats-Unis et certains d'entre eux ne manquent pas de prévoir une recomposition du Proche-Orient sur des bases confessionnelles, dont le petit Liban chrétien, après Israël, serait le modèle. Un Etat druze, un autre alaouite, un troisième chiite, un quatrième kurde et — pourquoi pas ? — un Etat copte en Egypte, verraient le jour et replongeraient de ce fait le Proche-Orient suivant les lignes anthropologiques les plus primitives. A l'appui de ces thèses, les partisans de la partition évoquent « l'échec de la formule libanaise », la confessionnalisation intense de la vie politique notamment depuis le triomphe de Khomeiny et, *last but not least*, l'existence d'un courant israélien porteur de ce projet ambitieux et qui, encore récemment, était si clairement défendu dans un article de la revue de l'Organisation sioniste².

2. *Kivunim*, n° 14, février 1982. Une traduction française a été publiée dans la *Revue d'études palestiniennes*, automne 1982.

Ces arguments sont justifiés mais tout à fait insuffisants. Car il faut aussi se rappeler l'attachement quasi total du système international au *statu quo* territorial dans le Tiers-Monde, si bien démontré par les guerres du Biafra, du Tchad ou de la Corne de l'Afrique. Plus utile encore est de voir la complexité de la situation géo-communautaire libanaise, qui rend illusoire tout projet de partition sans d'importants et difficiles déplacements de population. Il faut aussi tenir compte de l'hostilité active des musulmans du pays et d'un grand nombre de chrétiens à cette solution, à supposer que les partisans libanais de celle-ci aient encore les moyens de l'envisager.

Le facteur le plus souvent ignoré est, bien entendu, la position des bénéficiaires éventuels de ce démantèlement. Non sans une certaine précipitation, les partisans de la partition prêtent à la Syrie et à Israël des prétentions géographiques au Liban, et qui seraient comblées par le « lâchage » d'une partie du Liban à l'une et à l'autre. Il y a certes eu des voix en Syrie pour remettre en cause l'entité libanaise et certains en Israël (dont au moins un ministre du gouvernement actuel) prônent publiquement l'annexion pure et simple du Sud-Liban. S'arrêter à ces voix minoritaires c'est ignorer l'essence de l'équation géostratégique au Proche-Orient. Israël est entré au Liban pour avoir une ambassade à Beyrouth et accélérer l'annexion de la Cisjordanie, non celle du Sud-Liban. Damas n'est guère attiré par l'art romain de Baalbek ni par les rues infestées de Frères musulmans de Tripoli mais voudrait avoir voix au chapitre (si possible la première voix, sinon la seule) à Beyrouth. C'est la satellisation du Liban qu'ambitionne Damas, c'est « une deuxième Egypte » que recherche Israël. En d'autres termes, c'est être écoutés (et autant que possible suivis) à Beyrouth que veulent à la fois les Syriens et les Israéliens et non pas des lopins de territoire nécessairement peuplés par des courants politiques hostiles. Bien au contraire, plus la double occupation dure, plus l'hostilité à l'occupant et l'attachement au Liban croît.

Les objectifs de Damas et de Jérusalem au Liban, qu'on le veuille ou non ne sont pas géographiques mais politiques. Pour l'une comme pour l'autre, les lopins du territoire libanais qu'il contrôle sont des gages, dans l'attente d'une modification du rapport de forces régional à son profit ou d'une altération politique importante au sein du régime libanais. Cette situation de fait peut certes durer, mais elle dépend trop du rapport de forces régional pour laisser croire à sa stabilité. Il serait bien dangereux, et certainement très coûteux de vouloir lui donner un caractère formel ou de croire à sa pérennité. Dans tous les cas, les Libanais doivent bien reconnaître qu'il est dans leur pouvoir de la favoriser ou, au contraire, de participer à sa liquidation.

*

* *

Dans le vacarme des projets américains et des mouvements de troupes syriens ou israéliens, la dimension interne du conflit libanais a été injustement reléguée au rang d'appendice secondaire³. Druzes et maronites se sont battus au XIX^e siècle, et un avant-goût sanglant de guerre civile a déjà eu lieu en 1958. C'est dire combien il serait faux de tout expliquer à partir de l'entrée des fedayin palestiniens au Liban après 1966 et de tout ce qui s'en est suivi.

Oui, il y a une interférence étrangère permanente dans les affaires libanaises. Mais il s'est toujours trouvé des parties libanaises pour l'appeler de leurs vœux, l'encourager, la seconder et en profiter. C'est que le Liban créé en 1920 est fondé sur une équation interne très délicate où toute partie qui se considère en position de faiblesse n'a jamais hésité à appeler quelque puissance étrangère à lui porter secours. Ainsi, lorsqu'au printemps 1976, le leader druze Kamal Joublatt, fort de l'appui des Palestiniens, a envoyé ses troupes contre les positions phalangistes de la montagne, leur imposant de nombreuses pertes et une retraite difficile, les Phalanges et leurs alliés ont rapidement réussi à s'assurer un soutien efficace de la part de la Syrie, d'Israël, de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite. Ces quatre pays — et d'autres — se sont retrouvés aux côtés de Walid Joublatt, le fils de Kamal, et de la communauté druze, quand les milices phalangistes ont investi le Chouf. Aucun pays de la région (sauf peut-être Israël, un moment, sous Sharon) ne s'est jamais résolu à accepter une modification fondamentale du rapport de forces interne au Liban et a toujours utilisé la faiblesse passagère d'une communauté libanaise ou de l'autre pour se réintroduire sur l'échiquier libanais.

D'où la série d'obstacles rencontrée par le nouveau régime libanais en vue de refaire l'unité nationale autour du nouveau président et contre la présence de toutes les forces étrangères. Le paradoxe fondamental est bien celui-ci : comment peut-on demander à un président issu des rangs d'un parti aussi engagé dans la guerre civile de devenir le champion de l'unité de tous les Libanais ? Les deux fils Gemayel ont, chacun à leur manière, essayé de dépasser ce dilemme.

Le projet de Bechir, le cadet, consistait probablement en deux mouvements successifs. Le premier était d'investir très rapidement les structures légales de l'Etat, en profitant du bienfait immédiat de l'in-

3. L'auteur de cet article ne veut en aucune façon participer à la polémique — ridicule — sur la nature de la guerre au Liban. Chacun en retient ce qui l'arrange. Car c'est une guerre civile, mais c'est aussi une extension du conflit régional, et, dans une moindre mesure, de la rivalité Est-Ouest. Vouloir nier une de ces dimensions n'a jamais découlé d'un souci d'objectivité, mais d'un effort de propagande.

vasion israélienne. Cela aboutissait à placer ses hommes aux postes décisionnels et à intégrer, d'une manière ou d'une autre, ses « Forces libanaises » au sein de l'armée régulière (à la manière de Hissène Habré, lorsqu'il intégra les FAN au sein des FANT). A cet effet, les milices phalangistes étaient dépêchées, dès le lendemain de l'invasion, dans les montagnes du Chouf, en vue de contrebalancer la présence armée druze. Une fois élu président, Bechir aurait ainsi bénéficié du désarmement des milices sunnites et chiites par les Israéliens et de la neutralisation de la milice druzo-progressiste par ses propres « Forces libanaises ». Ayant ainsi investi et l'Etat et son territoire, Bechir pouvait espérer, dans un second moment, engager la négociation avec les leaders musulmans, mais à partir d'une position autrement avantageuse pour lui. On connaît la suite bien différente de ce schéma (supposé) : Bechir a été assassiné avant même d'accéder à la présidence et les Syriens ont repris l'initiative dans la Bekaa et au Nord.

Le président actuel, Amine Gemayel, est probablement adepte d'une stratégie moins musclée, ce qui est à la fois un atout et un handicap à sa mise en œuvre. Lui partait avec un soutien beaucoup plus net des leaders musulmans, alors qu'il pouvait considérer acquis l'appui — certes moins enthousiaste que celui réservé à son cadet — de son propre camp. Le rétablissement de l'autorité de l'Etat devait être la conséquence naturelle de ce consensus quasi général, et non plus la consécration formelle d'un fait accompli déjà établi sur le terrain.

Cette nouvelle stratégie heurtait malheureusement celle que Bechir et ses Forces libanaises avaient déjà partiellement mise en marche. D'où l'embarras du nouveau président : comment tirer profit des succès phalangistes sur le terrain sans perdre le consensus national réalisé, autour de lui, le jour de son élection ? En termes plus pratiques : comment susciter l'adhésion d'un Walid Joumblatt tout en ne condamnant pas la présence des « Forces libanaises » au Chouf ? Comment pouvoir rebâtir l'armée nationale si les communautés sunnite et chiite ont perdu leurs milices et leurs armes alors que les Phalanges conservent leurs « Forces libanaises », bien organisées et sur-équipées ? Le président Gemayel semble avoir voulu d'emblée jouer la carte du consensus, ce qui avait pour corollaire évident la dissolution de toutes les milices. Cet objectif, plausible en théorie, conduisait en pratique à priver son propre parti, sorti vainqueur de cet épisode de la guerre, de l'outil principal de son succès.

D'où la perte d'une occasion peut-être historique. Fort du ralliement des leaders musulmans à sa personne, le Président s'est donné pour tâche principale d'obtenir le ralliement (c'est-à-dire le désarmement) des siens. Il n'y a réussi que très partiellement, alors que son crédit s'amenuisait progressivement au sein des communautés

musulmanes. Le refus des milices phalangistes de jeter les armes, ainsi que l'aiguïsement des conflits confessionnels du fait de leur large déploiement dans le Chouf et au Liban-Sud, ont fini par mettre dans l'embarras les leaders musulmans ralliés au régime. Les courants extrémistes ont refait apparition alors que ceux qui reprochaient au Président de ne pas s'être suffisamment dissocié de son propre camp devenaient de plus en plus nombreux. Les « Forces libanaises » ne parvenaient pas à « pacifier » le Chouf, un véritable guêpier d'où il leur était difficile de se retirer sans perdre la face. La Syrie et Israël ne manquaient pas d'utiliser ces dissensions à leur profit.

Assez symptomatique dans cette évolution : le comportement du mouvement *Amal*, la force principale au sein de la communauté chiite. Ayant combattu contre la présence palestinienne au Liban-Sud et appelé au rétablissement de l'autorité libanaise dans cette zone, ce mouvement se trouvait victime d'un nouvel ostracisme, car il revendiquait aussi un rééquilibrage du régime au profit de la communauté chiite, devenue numériquement la première du pays, alors qu'elle est pratiquement exclue des postes décisionnels de l'Etat. Les dirigeants d'*Amal* en sont venus à croire que le nouveau régime se désintéressait entièrement de l'avenir du Liban-Sud — où vit la majorité des chiites libanais — à supposer qu'il ne soit pas déjà décidé à le brader. Au niveau interne, leur déception était au moins équivalente aux innombrables signes qui dénotaient une volonté du régime de rétablir la primauté des maronites dans le pays, et à installer les Phalanges à tous les postes importants de l'appareil de l'Etat. Après près de six mois de déclarations conciliantes et unitaires, le mouvement *Amal* est passé à l'opposition, soutenant publiquement Joumblatt et critiquant fortement les Phalanges. Une évolution parallèle a eu lieu au sein de la communauté sunnite. Un signe parmi d'autres : vilipendé en octobre 1982 comme « communiste », Walid Joumblatt occupait, en juin 1983, la couverture de la *Pensée islamique*, la revue de la hiérarchie religieuse sunnite, qui saluait avec courage « la résistance des druzes, avant-garde de celle de tous les musulmans du Liban ».

Sans s'être vraiment assuré l'appui des siens (les manœuvres de C. Chamoun, par exemple, n'allaient pas tarder à le prouver), le nouveau président perdait progressivement dans les rangs islamiques, ce qui n'avancait ni la réunification du pays, ni la lutte contre la présence des troupes étrangères. Plusieurs attaques avaient lieu, comme sept ans plus tôt, contre l'armée renaissante et le gouvernement semblait ne refléter en rien des forces politiques effectives sur le terrain, et encore moins les contrôler.

C'est dans ce climat marqué par une nouvelle détérioration de l'autorité de l'Etat, que les défis vont se multiplier. Le dimanche 28 août,

une provocation d'éléments phalangistes dans un quartier à dominante chiite met le feu aux poudres : un climat d'émeute généralisée prend Beyrouth. L'armée n'arrive pas à contenir les milliers de jeunes musulmans mécontents qui descendent dans la rue. Désorganisés, ne répondant que peu aux ordres des leaders politiques, les émeutiers ont très rapidement pris le contrôle de nombreux quartiers de la capitale. L'armée, après trois jours de tergiversations, reprend, par la force, le contrôle de la plus grande partie de Beyrouth-Ouest.

Mais, alors que le canon tonne dans la capitale, Israël se retire du Chouf. Les druzes, après une année de mobilisation intense et d'entraînement massif, prennent l'initiative militaire. En une semaine, ils rétablissent leur pouvoir sur la plus grande partie du Chouf, d'Aley et sur les hauteurs du Metn-Nord. L'appui syrien, la complaisance israélienne, le sentiment des druzes — largement justifié — d'avoir été les cibles privilégiées des « Forces libanaises », se sont conjugués pour permettre aux hommes de Joumblatt de mettre et les milices chrétiennes et l'armée régulière en position défensive. La politique intransigeante du Front libanais à l'égard de l'ensemble des musulmans libanais fera que ces derniers recevront les succès druzes comme une aubaine, ou au moins comme un contrepoids nécessaire à ce que Saëb Salam, pourtant très modéré, a appelé « l'arrogance des extrémistes chrétiens ». La crise aura démontré, encore une fois s'il en était besoin, que le Président ne pouvait prétendre à un appui général des Libanais à leur armée régulière, si celle-ci continuait d'être doublée par une véritable armée prétoirienne, les milices chrétiennes.

Le maintien — déraisonnable — des milices privées est justifié par la faiblesse de l'armée, qui s'est pourtant montrée solide lors de la reprise de Beyrouth. Plus généralement, les intellectuels proches du Front libanais ont pour leitmotiv « la trahison » des musulmans. Ces derniers seraient coupables de « lâcher » le Liban à chaque fois qu'une grande cause (le nationalisme arabe ou la lutte de l'OLP) animait le Proche-Orient. Un intellectuel musulman rallié au nouveau régime avouait, pour sa part, que sa communauté s'était systématiquement opposée aux maronites au profit de tel ou tel leader arabe (Nasser, Arafat ou Assad). Il était temps, pour lui, de concentrer les revendications des musulmans sur le seul rééquilibrage politique interne.

En fait, c'est, jusqu'ici, un cercle vicieux, conduisant à une rupture profonde au sein du système politique et de la société. Si les maronites (et, dans une moindre mesure, les autres communautés chrétiennes du pays), sont si attachés à l'identité libanaise, c'est bien qu'ils ont été largement favorisés par l'incarnation de celle-ci dans un Etat, suite à une intervention décisive de la France en 1920,

contre les projets unitaires des chérifs de La Mecque, dont les ambitions s'étendaient sur toute l'Asie arabe, d'Aden aux frontières turques, du Golfe à la Méditerranée. Depuis, plusieurs crises ont largement démontré que de nombreux musulmans libanais passaient sans regret la ligne rouge qui sépare la contestation de l'hégémonie maronite sur l'Etat, à celle de l'existence même de celle-ci. Ce qui avait pour effet, d'accroître les suspicions des maronites contre leurs concitoyens et au renforcement de leur emprise sur les rouages véritables de l'Etat.

C'est pourquoi il est possible que les vieux leaders actuels de la communauté maronite portent une grande part de responsabilité dans la nouvelle impasse. Car, depuis le début de la guerre du Liban en 1975, un courant de plus en plus net s'était fait jour au sein de la société musulmane vers une identification plus nette au Liban et une acceptation plus profonde de la division du Proche-Orient en plusieurs Etats. Les échecs du panislamisme, puis du nationalisme arabe, de même que les sentiments mitigés sinon hostiles que leur inspire le régime baasiste — et alaouite — de Syrie, établi depuis bientôt vingt ans, ont, à côté de leur relative prospérité au sein d'un Liban indépendant, fini par convaincre une large majorité de musulmans de l'utilité et de la solidité du fait accompli étatique, établi au lendemain de la Première Guerre mondiale.

Ce courant n'a guère été salué, dans le camp chrétien, par une volonté plus nette de partager le pouvoir sur des bases plus égalitaires. Bien au contraire, la suspicion, les tendances partitionnistes et un désintérêt déroutant pour l'évolution de leurs concitoyens musulmans demeurent trop souvent la règle parmi les dirigeants et les intellectuels chrétiens. Cet ostracisme posé en règle de conduite est souvent fondé sur la peur de voir la règle démocratique conduire à la fin du *statu quo* intercommunautaire. Car il est évident que les musulmans forment, à présent, la majorité (58 à 60 %) des Libanais et qu'à terme, ils exigeront et obtiendront une représentation plus équitable. Le courant dominant aujourd'hui, parmi les chrétiens, s'y refuse absolument. Cette position est compréhensible, si on veut garder au Liban sa « spécificité » d'Etat à dominante politique, sinon démographique chrétienne au Proche-Orient. Mais c'est là, hélas, la condition nécessaire à la perpétuation d'un Liban uni, multiconfessionnel et relativement démocratique.

Sans les maronites, il est vrai, le Liban actuel n'aurait jamais vu le jour. Mais la légitimité du fondateur ne saurait être éternelle. Sans les Capétiens, la France n'aurait peut-être pas existé, sans le trône du Négus il n'y aurait pas eu d'Ethiopie, sans la dynastie Sénoussi pas de Libye, et sans doute que la Chine d'aujourd'hui n'aurait pas existé sans les empereurs d'antan. Mais les privilèges du fondateur échappent difficilement à l'usure du temps et aux grands

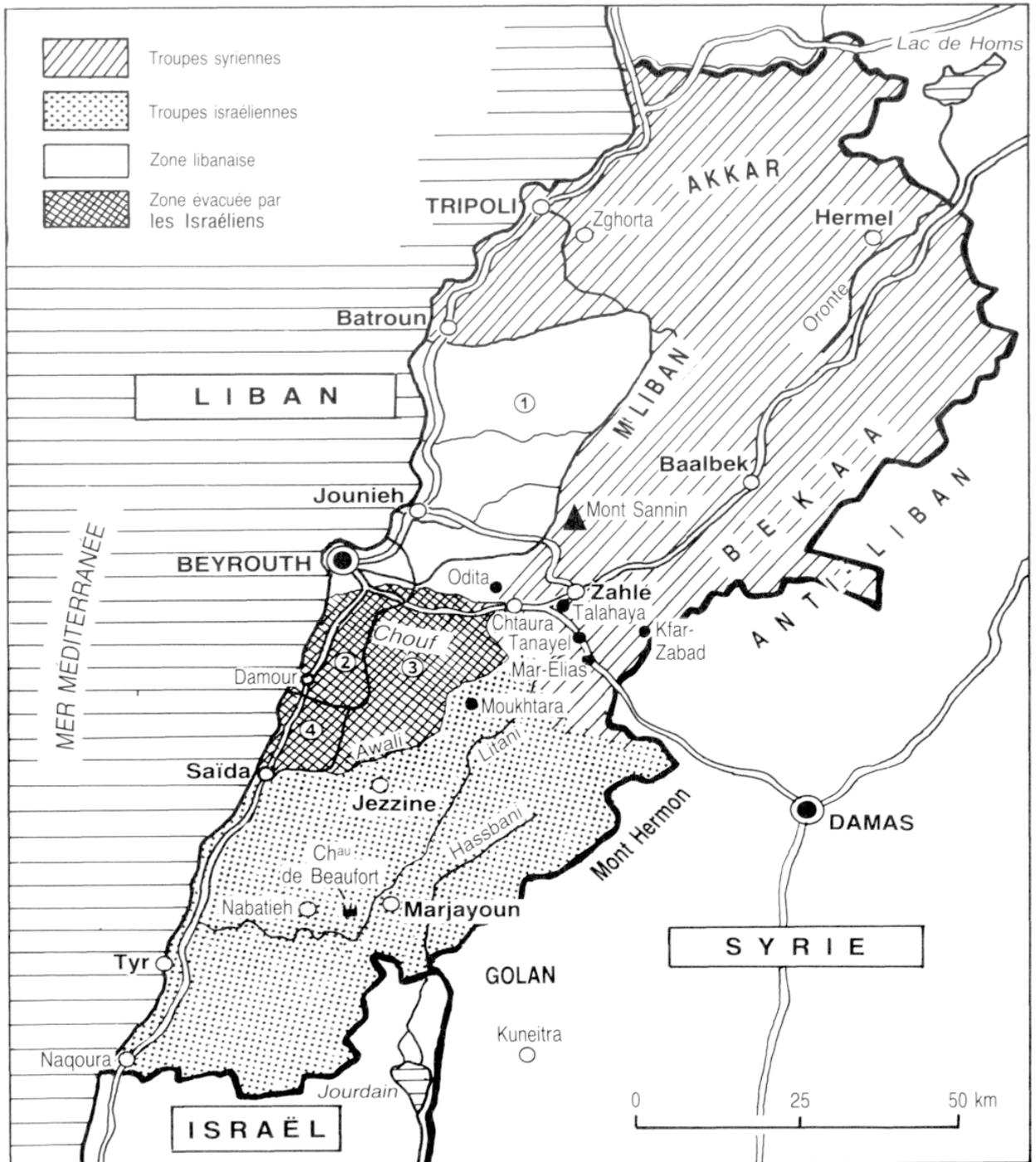
mouvements démographiques, économiques ou idéologiques. La France, l'Éthiopie, la Libye ou la Chine ont largement survécu au départ de leurs fondateurs.

Pour que le Liban survive, une réforme fondamentale de son régime est plus que nécessaire. Et, pour que celle-ci réussisse, il faudrait qu'elle tienne largement compte de la poussée démographique chiite, des frustrations sunnites, autant que de l'opinion des chrétiens modérés et libéraux. Le nouveau régime se devrait donc de s'ouvrir à tous ceux-là et particulièrement à ceux, nombreux, parmi eux, qui ont su montrer leur attachement à leur pays, autrement qu'en prenant les armes pour défendre des privilèges périmés, en se complaisant dans le confessionnalisme le plus rétrograde, en se permettant d'ignobles massacres de civils. Le Liban de demain, si jamais il a des chances d'exister, ne pourrait appartenir à ceux qui ont tout fait, à quelque bord qu'ils appartiennent, pour détruire le Liban d'hier.

La partition, le fédéralisme territorial, la consécration résignée d'un confessionnalisme désuet ne sont guère des formules d'avenir. Des mesures autres sont, par contre, urgentes, comme l'entrée égalitaire à la fonction publique et la présence effective de musulmans aux postes décisionnels de l'État. Les chrétiens qui hésiteraient à prendre ces risques doivent se rappeler que sans pouvoir il n'y a pas de responsabilité, et qu'écarter les musulmans du pouvoir effectif est le meilleur moyen de les encourager à rechercher des appuis extérieurs. Mais n'y a-t-il pas ainsi un risque de voir le Liban englouti par son voisin syrien ou quelque mouvement unitaire arabe ? L'histoire moderne du monde arabe a montré que les petits États (de la Jordanie au Koweït et de la Tunisie à la Mauritanie) ont toujours réussi à résister aux appâts de voisins plus puissants sans que leurs dirigeants ne soient, pour autant, des chrétiens maronites.

La première année de la présidence Gemayel a certes été dominée par d'intenses rivalités régionales que le Liban, seul, pouvait difficilement affronter. En politique interne, la déception n'a pas été moins vive. Constitutionnellement, Amine Gemayel a encore cinq ans pour démontrer qu'il n'est pas venu opérer une quelconque « Restauration », mais pour fonder, comme on lui en prête quelquefois l'intention, une deuxième république. C'est en rétablissant l'autorité de l'État au-dessus et aux dépens de toutes les féodalités, à commencer par celles qui lui sont proches, que le président Gemayel pourra affronter ses redoutables et cyniques voisins. L'année écoulée aura au moins servi à démontrer la futilité de la voie inverse : inutile de se mesurer à l'occupant si toute une partie de la population choisit de s'en faire, pour une raison ou pour une autre, le complice.

La situation du Liban au moment du cessez-le-feu du 25 septembre 1983



- ① Secteur des Forces libanaises.
- ② Zone tenue par l'armée libanaise au 25 septembre 1983.
- ③ Zone tenue par le PSP (druze) et les Syriens au 25 septembre 1983.
- ④ Zone tenue par les Forces libanaises au 25 septembre 1983.